

des limites de la structure bourgeoise de l'Etat, qui laissent intactes l'armée et la police réactionnaires, qui respectent religieusement la propriété privée, aussi sacrée pour eux que pour la bourgeoisie.

Tandis que la haine des trusts pousse les ouvriers et les paysans à réclamer la socialisation de l'industrie, les partis ouvriers sont contraints de prendre des mesures de « nationalisation ». Mais ces mesures ne portent pas atteinte aux droits de propriété du grand capital. Elles assurent aux possédants des établissements « nationalisés » une compensation pleine et entière, imposant ainsi de nouvelles charges à une économie déjà surchargée. Les titres gouvernementaux qui leur sont délivrés à la place de leurs précédentes actions assurent aux capitalistes la continuation de leurs profits. La direction des industries « nationalisées », au lieu de revenir à des comités ouvriers, est en fait laissée aux mains des anciens directeurs au service des trusts. Par ces « nationalisations » fictives, la bourgeoisie vise ainsi à concentrer davantage son emprise sur l'ensemble de l'économie dans la poigne du capitalisme de monopoles.

Tandis que les ministres socialistes et stalinien déarment les milices indépendantes ouvrières et paysannes qui s'étaient formées sous l'occupation nazie, tandis qu'ils écrasent toutes les manifestations de révolte de classe dans les forces armées, la bourgeoisie concentre dans ses propres mains l'appareil permanent de son Etat (l'armée, la police, les services secrets). Dans les coulisses, elle se prépare, elle conspire avec les dynasties royales et les généraux réactionnaires, pour le moment favorable où elle pourra saisir le contrôle total sur l'Etat et installer de nouvelles dictatures bonapartistes.

Cependant, toute sa politique, assise sur une situation économique qui s'aggrave, est marquée d'indécision et d'oscillations. Après plus d'une année d'efforts pour consolider sa position à l'aide d'ultimata autoritaires, de Gaulle, en France, se retrouve à l'arrière-plan. En Belgique, la bourgeoisie avance et recule dans sa campagne pour le retour du roi Léopold. En Grèce, les efforts pour réinstaller la monarchie sous la protection des baïonnettes britanniques, sont les prémices d'une guerre civile ouverte, etc...

En même temps, la petite bourgeoisie, dont le soutien a été dans le passé indispensable au capitalisme de monopoles à la fois pour ses buts intérieurs (le fascisme) et pour sa politique étrangère (la guerre) s'est trouvée détachée de l'emprise du grand capital. Dans les pays où le fascisme a été la forme d'Etat, tout comme dans les pays « démocratiques », le processus de prolétarianisation et de paupérisation des classes moyennes urbaines, non seulement n'a pas été ralenti, mais a été accéléré par la désagrégation des économies et le déclin absolu du niveau de vie amené par l'inflation. D'autre part, la paysannerie qui, comme dans toute guerre, semble avoir profité du marché noir, n'a pas en réalité une situation meilleure qu'auparavant. Ses profits sont essentiellement en monnaie dévaluée. Avec sa fortune en papier, elle ne peut acheter les machines agricoles indispensables et qui deviennent de plus en plus cher, l'engrais, le bétail, etc... Ainsi une crise agricole nouvelle et plus aiguë pointe à l'horizon.

De plus, la guerre a crevé les vieilles illusions petites-bourgeoises d'unité nationale. La grande bourgeoisie s'est révélée parfaitement « collaborationniste ». Le mécontentement de la petite bourgeoisie et ses efforts pour un changement décisif se montrent dans son déplacement massif vers les partis qui traditionnellement représentaient pour elle des partis ouvriers. La formidable victoire du Parti Travailleuse anglais, les votes écrasants pour les socialistes et les stalinien en France, en Belgique, en Italie, le soutien donné par la masse à l'E.A.M. en Grèce, etc..., ne peuvent être compris que sous ce jour.

Entre temps, la vague montante de grèves qui, en Europe et en Extrême-Orient, emporte pays après pays, pour atteindre son point culminant en Amérique même, la citadelle du capitalisme mondial, et s'étendre dans ses semi-colonies de l'Amérique du Sud, témoigne par sa persistance, par son haut degré de combativité comme par ses mots d'ordre avancés (échelle mobile des salaires, ouverture des livres de comptes des grandes entreprises, etc...) d'une conscience croissante des ouvriers de leur situation intolérable. La constitution de milices ouvrières, de comités d'usines en Italie, en France, en Belgique, qui commença pendant la première période de la fin de la guerre et qui est pour l'instant brisée par la connivence des stalinien et des réformistes avec la bourgeoisie, est un signe clair d'une préparation à l'action révolutionnaire.

Si ces éléments d'une préparation à l'action révolutionnaire ne sont pas encore mûrs en Europe à l'heure actuelle, cela provient dans une large mesure de l'effondrement physique sans précédent de l'Allemagne. L'éclatement de la révolution allemande était attendu comme le signal de l'intensification de la lutte révolutionnaire sur tout le continent. La criminelle campagne de chau-